Orange et CNAM Bretagne, Cybersécurité SEC101, eduf@ction
Notes de cours éditées le 11 novembre 2019

de l'incident sécurité à la crise

Eric DUPUIS[1,2*]

Résumé
Ce document donne les grands principes de la gestion des incidents, et la conduite de gestion de crise.
Il fait partie du cours introductif aux fondamentaux de la sécurité des systèmes d'information vue sous deux prismes quelques fois opposés dans la littérature : la gouvernance et la gestion opérationnelle de la sécurité. Le cours est constitué d'un ensemble de notes de synthèse compilé en un document unique.
Ce document ne constitue pas à lui seul le référentiel du cours. Ce sont des notes de synthèse mises à disposition comme support pédagogique.

Mots clefs
Incidents, forensic, crise

[1] *Enseignement sous la direction du Professeur Véronique Legrand, Conservatoire National des Arts et Métiers, Paris, France*
[2] *RSSI Orange Cyberdefense*
***email** : eric.dupuis@cnam.fr – eric.dupuis@orange.com

1. Réagir

1.1 Threats Hunting

Mettre place une interaction entre l'attaque et la défense, pour provoquer une continuité de l'attaque avec des objectifs qui peuvent aller du maintien de l'attaque pour découvrir les scénarios

Exemple se mettre en proxy et modifier les fichiers exfiltrées pour les corrompre et faire en sort que l'attaquant reste plus longtemps. Réagir, gestion de crise, à quel moment géré t'on la crise.

1.2 HoneyPots

1.3 Haqckback

ceci est un texte

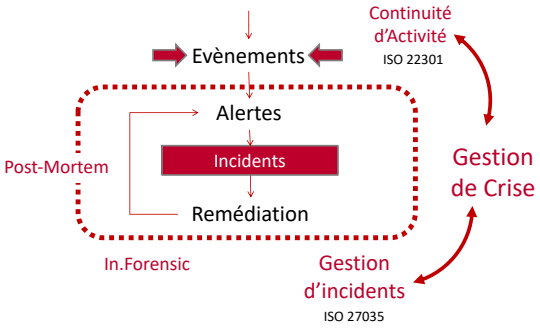

FIGURE 1. Incidents

2. de l'alerte à l'incident

`

3. de l'incident à la crise

3.1 PCA/PRA et PCI/PRI

3.2 se préparer et s'entrainer

4. Remédiation

Une question qui se pose lors d'une reprise d'activité est la confiance que nous avons dans le système. La difficultés après une attaque informatique ou une compromission, ou tout simplement une suspicion c'est la simple question de savoir si nous savons enlever toute la source de l'attaque. Reste-t-il des résidus.

5. Aspect juridique de la réaction

`

5.1 hackback

6. Forensic

7. CERT et CSIRT

Dans bien des entreprise, il y a des moments où il est indispensablle de faire intervenir des équipes experts externes. Ces équipes fournissent une assistance

d'expertise en fonction de l'étendue et de la gravité de l'incident et de la charge nécessaire à sa remédiation.

Ces équipes de type CSIRT peuvent rapidement apporter les ressources et l'expertise adapté au contexte de l'incident.

généralement nécessaires pour faire face à une crise évoluant rapidement. Mais il y a beaucoup à faire par retirer tous les bénéfices de ce type de services. Et cela commence par une compréhension claire de la manière dont fonctionne le processus de réponse aux incidents, et ce que l'on attend d'une équipe externe dans une telle situation.

7.1 Phase d'analyse

La première chose à laquelle souhaite accéder un CSIRT est un présentation de situation la plus clair et concise que possible.

Les organisations qui sont la cible d'une attaque par logiciel malveillant à plusieurs couches, ou d'une intrusion réseau, n'ont souvent pas une idée complète de l'origine ou de l'étendue du problème. Pourtant, il est vital de pouvoir fournir autant de détails que possible. « Normalement, lorsqu'un client entre en contact avec un spécialiste de la réponse à incident, la première chose que l'on veut savoir, est ce qui est en train de se passer », relève ainsi Bob Shaker, directeur des opérations stratégiques, préparation cyber et réponse, chez Symantec.

Un spécialiste de la réponse à incident va vouloir des informations sur ce qui conduit son client à penser qu'il a été compromis, quand et comment il l'a découvert, et encore s'il l'a fait grâce à une source interne ou externe, des autorités locales, par exemple, ou encore un émetteur de cartes bancaires.

Durant la phase d'établissement de l'étendue du problème, il est vital de disposer de personnes internes à l'organisation sachant quelles informations il est possible de fournir au prestataire, qu'il s'agisse de journaux d'activité ou de tout autre élément de preuve, explique Jim Aldridge, directeur de l'activité de conseil et Mandiant, l'unité de réponse aux incidents de FireEye.

Le prestataire va utiliser l'information qui lui est fournie pour évaluer l'étendue des dégâts et déterminer le type de ressources – y compris les experts à dépêcher sur place – nécessaires. « Lorsqu'une organisation contacte un prestataire de services de réponse à incident, il faut engager une discussion sur l'étendue du problème pour s'assurer que le prestataire comprend la situation sur laquelle il va intervenir », relève Aldridge.

La phase de contractualisation

Une fois que le prestataire a eu l'opportunité d'évaluer la situation, il pourra fournir une estimation de ce dont il aura besoin pour son intervention. Le contrat

proposer doit généralement contenir des explications détaillées des services qui seront apportés, précisant au passage s'il aidera effectivement à remédier à l'incident, ou s'il ne fera que fournir les informations permettant à son client d'assurer seul la remédiation.

Dans cette phase, il est important de bien comprendre quelle documentation, accès et savoirs seront nécessaires au prestataire. Christopher Pierson, RSSI de Viewpost, une plateforme de paiement en ligne, estime qu'il est « crucial de s'assurer que les bonnes ressources seront fournies ». Les entreprises utilisant des applications et des services en mode Cloud sont parfois limitées dans le choix des tiers d'investigation qu'elles peuvent solliciter. Il est donc important d'examiner ces points avant de signer le contrat.

En outre, il est vital d'identifier les compétences que peut apporter le prestataire, ainsi que ses ressources technologiques, ses outils ou encore ses renseignements sur les menaces.

Signer pour un engagement de longue durée avec un prestataire, avant le premier incident, peut s'avérer profitable : ainsi, il n'est pas nécessaire de consacrer un temps critique en plein incident aux détails du processus de contractualisation, ou d'expliquer ses processus internes de réponse aux incident au milieu d'une crise. De fait, souligne Bob Shaker, « en pleine crise, la personne susceptible de signer un contrat est généralement sur le pont au centre de crise ». Réussir à l'en extraire peut s'avérer difficile...

Enquêter sur l'incident

Le CSIRT aura besoin de toute l'information possible : logs systèmes et réseau, diagrammes de topologie réseau, images systèmes, rapports d'analyse du trafic réseau, etc.

Souvent, il est tentant de céder à la panique et d'arrêter les systèmes dans la précipitation. Mais pour Shaker, c'est une mauvaise idée : « la première chose importante est de ne pas éteindre les systèmes. Une fois qu'un système est éteint, une quantité considérable d'éléments de preuve peuvent être effacés, en particulier tout ce qui réside en mémoire vive ».

Les équipes d'investigation utilisent les informations fournies par les entreprises clients, ainsi que celles qu'elles collectent elles-mêmes sur leurs points de terminaison et d'autres sources, via des outils propriétaires, pour identifier des indicateurs de compromission, relève Kevin Strickland, consultant réponse à incident sénior chez Dell SecureWorks.

C'est après cela que le prestataire est généralement en mesure d'informer son client sur ce qui s'est passé, sur la manière dont l'intrusion est susceptible d'avoir commencé, ou comment le logiciel malveillant a été introduit sur le réseau, et sur

quoi faire pour contenir l'incident : « nous allons fournir cette information et indiquer où des actions sont requises », explique Stickland. Et si les options recommandées sont difficiles à mettre en œuvre, il peut y avoir alors quelques aller-retour.

Contrôle et remédiation

L'équipe responsable de la remédiation travaille souvent en tandem avec l'équipe chargée de l'investigation, selon Aldridge. « Nous avons deux flux de travail. Le premier est lié à l'enquête et vise à identifier quels systèmes, comptes et données ont été compromis ; le second touche à la remédiation ». Et dès que la première équipe trouve des éléments relatifs à l'incident, elle les transmet à la seconde qui travaille avec le client à la mise en œuvre des mesures correctrices.

Mais discrétion peut s'avérer essentielle. Pour Strickland, il n'est pas question de laisser les attaquants savoir que l'on est sur leurs traces : « il est très important de comprendre ce qui se passe avant d'effectuer des changements drastiques ».

8. Gestion de crises

9. Contributions

9.1 Comment contribuer

Les notes et les présentations sont réalisées sous LaTeX.

Vous pouvez contribuer au projet des notes de cours CNAM SEC101 (CYBERDEF101). Les contributions peuvent se faire sous deux formes :

— Corriger, amender, améliorer les notes publiées. Chaque semestre et année des modifications et évolutions sont apportées pour tenir compte des corrections de fond et de formes.

— Ajouter, compléter, modifier des parties de notes sur la base de votre lecture du cours et de votre expertise dans chacun des domaines évoqués.

Les fichiers sources sont publiés sur GITHUB dans l'espace : (edufaction/CYBERDEF) [1] . Le fichier Tex/Contribute/Contribs.tex contient la liste des personnes ayant contribué à ces notes.
Le guide de contribution est disponible sur le GITHUB. Vous pouvez consulter le document **SEC101-C0-Contrib.doc.pdf** pour les détails de contributions.

9.2 Les contributeurs/auteurs du cours

Les auteurs des contributions sont :

9.2.1 Années 2019

— **François REGIS** (Orange) : CyberHunting

9.2.2 Années 2018

— **Julia HEINZ** (Tyvazoo.com) : ISO dans la gouvernance de la cybersécurité

1. https://github.com/edufaction/CYBERDEF

Table des matières

Table des figures